Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes 3 au 9 décembre 1998

10,00 F

Contre toutes les illusions politiciennes

A PREMIERE NOUVELLE gauche contestrataire est née au début des années 60 avec le P.S.U. et s'est stabilisée avec la naissance de la C.F.D.T. et le mouvement de Mai 68. C'était l'époque autogestionnaire de la C.F.D.T., du P.S.U. et... de Rocard. Sous la nécessité de trouver une voie entre socialisme réformiste et communisme anti-stalinien (trotskiste et anarchiste), la nouvelle gauche se faisait une place afin de ne pas en laisser une trop grande aux courants révolutionnaires non staliniens vis à vis desquels il n'était plus possible de servir les arguments contre le communisme totalitaire.

Comment changer les choses sans changer l'ordre établi

On sait et on mesure chaque jour davantage ce qu'il est advenu de cette nouvelle gauche devenue aujourd'hui une vieille gestionnaire du capitalisme volontiers social en souvenir de ses origines. Mais la contestation ne pouvant que renaître et grandir continuellement dans une société de classe, une place est donc en permanence à prendre pour empêcher la contestation radicale

et réelle de prendre racir en se parant de ses vertus comme la nouvelle gauche l'a montré précédem-

C'est ainsi qu'une nouvelle gauche renaît aussi aujourd'hui. Non plus
structurée politiquement, même
si la L.C.R.
tente de s'en faire l'écho, mais
de façon plus
informelle. Elle
se constitue principa
lement autour de

Monde Diplomatique ou Charlie Hebdo, autour d'intellectuels comme Bourdieu et de mouvements comme S.U.D. ou Attac. Le rapprochement est à faire car une conception politique commune unit toutes ces structures. Le langage est en lui-même important dans cette nou-

ISSN 0026-9433 - N° 1143



FOP 2520

velle gauche: à la lutte contre la capitalisme se substitue la lutte contre le néolibéralisme ou la dérive néo-libérale qu'il importe de contenir; au mouvement révolutionnaire s'est substitué le mouvement social; à la militance se substitue en grande partie la pétition centrée sur les intellectuels – qu'elle soit matérielle ou non –, aux organisations se substituent des associations. Ces changements de vocabulaire ne sont que des signes apparents mais forts des conceptions de cette nouvelle gauche. C'est bien contre les abus de ce

C'est bien contre les abus de ce monde capitaliste, plus que contre lui, qu'elle appelle à lutter. La dérive néolibérale n'est autre que le capitalisme en place. Celui-ci n'a pas besoin d'être à la dérive, d'être nouveau ou d'être libéral pour justifier le combat contre son emprise. Ce n'est pas une taxe à 0, 05 % sur les transactions financières internationales, comme le propose le collectif Attac avec le Monde Diplomatique, qu'il faut prôner car le jour où nous serions en situation d'imposer cela, il importerait d'aller plus loin. Si on crée la situation et le rapport de force pour imposer des petites choses, n'hésitons pas quand teles petites choses, n'hésitons pas quand

celui-ci existe à en demander des grandes. De mê-

me, il n'y
a pas besoin, par
Bourdieu
et le « Monde Diplo » interposés, de
décrire la domination libérale (capitaliste!)
comme présentant une
force
mondiale
irréversible
d'uniformisation cultu-

domination économique, ce qui empêche de voir les issues et les résistances mises en œuvre de façon tout aussi mondiale et irréversible au capitalisme. Partout des gens luttent et nulle part les gouvernements et les patrons n'en font à leur aise. À trop montrer la force de son ennemi, on finit par lui donner une force qu'il n'a pas toujours. C'est ce que finit par faire le travail du Monde Diplo ou les œuvres de Bourdieu.

Ce grossissement de trait, de manière assez catastrophiste et misérabiliste, dans la nouvelle gauche sert à proposer la solution, la seule, à cette dérive néo-

libérale: c'est la régulation étatique. En fait l'État est appelé comme rescousse possible à « l'invasion du marché » et de fait, le citoyen, dans cette conception, a remplacé le travailleur, le salarié et l'ouvrier. Finalemént, il ne serait possible que de contenir le capitalisme mais jamais de l'abattre. C'est là un déplacement important dans les idées qui ont animés le mouvement révolutionnaire.

Une conception différente de la part des anarchistes

Du coup, il existe une certaine instrumentalisation du mouvement social. Celui-ci est en effet vu comme un moyen de mener à des réformes ou un mouvement susceptible de déboucher sur une représentation politique. Dans cet esprit, il se constitue comme la gauche de la gauche. D'où la fameuse liste issue du « mouvement social » pour les européennes à laquelle une bonne partie de cette nouvelle gauche était prête à apporter son soutien avec Bourdieu comme tête de liste. Ce n'est pas notre conception du mouvement social : celui-ci n'a d'autre débouché que lui-même. C'est à cette condition qu'il devient révolutionnaire. Ceci est beaucoup plus exigeant mais doit demeurer la force et la condition des mouvements

Il ne s'agit pas de se placer à gauche de la gauche mais d'œuvrer à imposer nos victoires face au capitalisme et dès qué possible, de le renverser. La lutte des chômeurs de l'hiver dernier n'a pas besoin de se situer politiquement puisqu'elle réclame un relèvement des minima sociaux jusqu'au Smic qui suffit en luimême comme objectif fédérateur. Justement, si certains n'essayaient pas continuellement d'instrumentaliser ces luttes sur d'autres objectifs, en l'occurrence sur les 35 heures comme l'a fait la C.G.T., celles-ci iraient beaucoup plus loin.

C'est le développement autonome des luttes qui leur donne leur force et qui fait peur aux gouvernants et non pas leur instrumentalisation politique. Nous ne disons pas qu'il ne faille pas lutter contre le renforcement de la domination capita-

Nous sommes les premiers et parmi les plus déterminés a participer à l'impulsion et au développement des luttes pour la préservation des droits limitant cette domination

Mais nous ne dirons jamais que seul l'abus de la domination est à combattre car la domination est un abus en ellemême!

Most

Procès Radio libertaire:
notre camarade
condamnée.
La justice contre la
liberté d'information

EDITORIAL

La peine de mort est abolie en France. Officiellement en tout cas, car, en France aujourd'hui, l'État assassine. Très certainement par le fait du hasard, les victimes n'habitent jamais Neuilly. En règle générale, elles sont pauvres et basanées.

Il s'appelait Sydney Manoka Nzeza. Vendredi 6 novembre, une banale altercation oppose ce jeune zaïrois de vingt-cinq ans à un automobiliste dont il a heurté le rétroviseur. Des mots s'échangent. L'automobiliste, policier à la retraite, alerte le commissariat de Tourcoing. Six policiers de la BAC débarquent. Sydney résiste dans un premier temps puis est plaqué au sol sans ménagement. Selon les témoignages recueillis sur place, il demeure inanimé sur le trottoir. Conduit au commissariat, il y meurt.

L'autopsie a établi que son décès avait été provoqué par « un processus asphyxique dû à une contrainte thoracique », comme la jeune sanspapiers nigériane étouffée en Belgique sous un coussin. La « bavure » étant largement caractérisée, quatre policiers ont été mis en examen, le 20 novembre, pour « homicide involontaire et non-assistance à per-

Si cette mort est accidentelle, dans d'autres cas la peine est prononcée en toute conscience. Il s'appelle Boualem Brikh. Il est une victime de la double peine. Mardi 17 novembre, des policiers de la D.I.C.C.I.L.E.C. l'ont contraint à monter dans un avion pour Alger. Père de huit enfants, Boualem vivait en France depuis trente-trois ans... La veille, il était sorti de prison, où il avait passé quatre ans pour « trafics de stupéfiants ». Pour tout un chacun, la vie ne vaut déjà pas bien cher en Algérie par les temps qui courent. Mais sans attache familiale sur place et avec son écriteau « trafiquant de drogue » autour du cou, il n'est qu'un mort en sursis.

Un minimum lucide sur le sort qui l'attendait, des juges avaient pourtant décidé de lever la peine complémentaire de trois ans d'interdiction du territoire que lui avait infligée le tribunal correctionnel. Mais le ministère de l'intérieur en a décidé autrement en prenant un arrêté d'expulsion « par nécessité impérieuse pour la sécurité de l'État ». Cette procédure « en urgence absolue » a permis l'expulsion avant que les juges administratifs aient pu statuer sur le recours déposé contre l'arrêté d'expulsion tout en contournant légalement l'interdiction d'expulser un père d'enfant français.

Cette décision politique, visant clairement à donner des gages de la volonté de « ne pas faire de cadeaux aux délinquants étrangers », augure bien mal des promesses ministérielles de réformer le dispositif de la double peine, promesses arrachées après plusieurs grèves de la faim. Rappeions que cette terrible forme de bannissement n'est pas exceptionnelle. Bien au contraire, la double peine est une pratique massive: elle a concerné pas moins de treize mille étrangers en 1997.

Droite: un avenir en gestation

A DROITE CLASSIQUE EST DANS les choux. Certes, cela n'est pas un scoop, mais s'attarder un moment sur ce fait n'est pas négligeable pour éclairer notre futur. Alors qu'avec son extrême, la droite n'a jamais été aussi forte électoralement (51,2 % contre 43,9 % pour la gauche aux législatives de 97), alors que le mur de Berlin est tombé, elle n'arrête pas de se planter. Deux raisons essentielles à cela : la montée du F.N., bien sûr, mais surtout le virage à droite de la gauche.

D'une décomposition structurelle... Cette panne remonte aux années 70.

Déjà à cette époque les intérêts du capital financier et ceux des classes moyennes traditionnelles étaient en contradiction en raison d'une économie de marché de plus en plus transnationa-lisée. Ces années là virent l'affrontement entre Giscard, fidèle représentant de la grande bourgeoisie financière et Chirac, alors chantre de la bourgeoisie non monopoliste. Rappelons-nous Chirac fustigeant "le parti de l'étranger". L'échec de Giscard était alors prévisible. Chirac changera vite et se ralliera au dogme libéral (Thatcher et Reagan devenant ses dieux). Le F.N. aura ainsi l'espace pour cristalliser le mécontentement des classes movennes classiques. En 81, la gauche arrive au pouvoir. vite, elle aussi virera sa cuti et dès 1983 le discours anticapitaliste fera place à la « rigueur réaliste ». Le glissement comnçait déjà. Le capital financier n'avait donc plus à avoir peur du grand méchant loup « socialo-communiste », comme aujourd'hui d'ailleurs. (Faut-il rappeler que les dernières élections des Jospin, Blair, D'Alema, Schröder, ont été à chaque fois saluées par des hausses boursières, que concernant les privatisations Jospin fait mieux que Chirac, Balladur, Juppé réunis.) Très vite, donc, la droite s'est retrouvée coincée, rattrapée économiquement par la gauche. Sans programme de rechange, perdant peu a peu ses bases sociologiques, avec une partie des classes moyennes préférant passer au F.N., sa crise était bel et bien là. Sans compter l'instrumentalisa-tion continue du F.N. par la gauche. "Avec un Front National à 10%, nous

déclarait P. Bérégovoy (Les Filières Noires de Guy Konopnicki). Même le ras-de-marée des élections de 93 dont bénéficia la droite, fut trompeur. Il était plus lié à une usure de Mitterrand, aux différents scandales de l'argent roi qu'à une réelle volonté de plus de libéralisme. La meilleure preuve en est que le succès de Chirac en 95 est dû à son discours de "gauche" sur la fameuse frac-ture sociale et la lutte contre la pensée unique. Son nouveau volte-face Juppé aux commandes lui sera fatal deux ans seulement après... Avec, de surcroît, un F.N. fort de 15 % tenant désormais les rênes du balancier. Extrême droite qui, idéologiquement, n'arrête pas de détruire ce qui reste de la droite classique plus que jamais divisée par ses rivalités internes. Les derniers énements concernant la lutte anti-PACS, ou l'affaire des mutins de 1917 en sont un bel exemple. C'est C. Boutin, l'égérie des intégristes cathos qui a été choisie par le R.P.R. et l'U.D.F. Quant au discours déjanté de Seguin glorifiant la boucherie de 1914, Le Pen a dû savourer, avec délice, ces propos ultra-nationalistes... La droite court donc vers son extrême.

...à une recomposition plurielle

Tous ceux qui à droite en ont assez de perdre les élections savent qu'il faudra composer avec le F.N. pour gagner dans le futur. Mégret a œuvré depuis longtemps pour cette stratégie. Tout son tra-vail au sein du club de l'horloge allait dans ce sens. Le Pen a beau vouloir écarter le Naboléon de Vitrolles, ce dernier ne cesse d'enfoncer le clou. La tension est si vive que même National Hebdo par la plume de son éditorialiste, a lancé n appel au calme (22-28/11/1998) Même si Rivarol est cité, "quand les peuples cessent d'estimer, ils cessent d'obéir", Mégret continuera, c'est évident, à faire front face à son grand chef, même candidat aux futures élections. Mégret sait que le seul chemin qui peut mener le F.N. au pouvoir passe par un accord avec la droite. Aujourd'hui, son parti a le rapport de forces pour y parvenir mais encore ne faudrait-il pas tarder. D'autant plus que sa stratégie de la main tendue comporte certaines limites. Dans ce genre de jeu, il ne faut

pas se faire doubler par ceux que l'on aide. Bruno Gollnisch, par son marquage musclé sur Millon réalise ainsi la synthèse entre Le Pen et Mégret. Heureusement pour Mégret, les occasions de mettre à profit ces idées ne manquent pas. Les élections municipales seront à coup sûr une occasion donnée au F.N. pour faire exploser la droite. Jeu plus facile que pour les régionales car beaucoup de maires n'hésiteront pas à briser le tabou à l'instar de Millon pour garder leur pouvoir. Le radeau parisien (alias l'Alliance) coulera un peu plus avec ses capitaines Seguin, Bayrou...

Les tentatives de renouveau

Il y a toujours eu des politiciens à la recherche d'un espace entre droite et extrême droite. Pasqua avait joué cette carte un moment pour rabattre l'électo rat du FN (les mêmes valeurs) P De Villiers s'y est essayé. Mais, représentant les restes de l'aristocratie provinciale, méprisant le peuple, nul politiquement, avec peu de réseaux, son entreprise a apoté. Le F.N. l'a vite digéré. Le cas Millon est différent. Issu de la petite bourgeoisie (papa était patron d'une entreprise de vêtements de travail), il a su comprendre la crise structurelle de la droite globalement, et intégrer la révolte de la base de l'électorat de droite contr appareils de parti. "Historiquement", il se place au bon moment. Certes, son créneau n'est pas nouveau. "Travail, famille, patrie", tel est son leitmotiv, celui de la droite extrême auquel il a été formé durant sa esse (cercle Charles Péguy et club de l'Astrobale). Ajoutons que son beau-père est de surcroît le monarchiste maurassien Michel Delsol. La rapide ascension de Millon auprès de Giscard, puis Barre et enfin Chirac, n'est pas anodine. Il est le représentant de cette droite is de la révolution nationale de Pétain et qui représente un poids politique important encore de nos jours. Son franchissement du tabou n'est donc pas un fait que conjoncturel, il correspond à une vieille volonté politique. Désormais, même si Millon pioche aussi dans l'électorat du F.N., il peut être en capacité de rameuter peu à peu les déçus basistes de droite. S province où la peur de la gauche existe encore fortement et où l'on se méfie des messieurs de Paris. Millon pense ainsi être le futur pont "correct" permettant de relier un futur F.N. relooké à la sauce Mégret. Il tente de justifier son action en voulant lutter contre les extrêmes, mais cela ne trompe personne. Ce sera quand même un bon argument pour les futurs élus soucieux de garder leur pouvoir et qui pourront ainsi franchir le Rubicond. Millon doit donc tenter de tenir jusque là. Seul, il n'a aucun espoir. Son appel à un grand parti de droite est un aveu. Il se met donc en orbite pour être une composante incontournable de la recomposition. Quelque soit son sort, il persévérera sur cette stratégie Reste le

Rédaction-Administration:
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication: André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie: La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 – 1er trimestre 1977
Routage 205 – La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

troisième larron, à savoir A. Madelin, l'ancien d'Ordre Nouveau. Lui, joue dans la cour des grands avec son nouveau parti « Démocratie libérale ». Il dispose d'argent, de solides réseaux, ainsi que de cercles d'analyse. Il manie moins le discours pétainiste des Millon et Mégret, se la jouant plutôt moderniste et cool. L'église, la famille, la nation, la morale, ne sont pas sa tasse de thé, mais gageons que si le besoin s'en fait sentir, il n'hésitera pas à revenir au discours musclé de sa jeunesse (rappelons-nous ses propos anti-fonctionnaires en tant que ministre de Juppé). Face au EN. et aux dissidents de droite, il garde de bons contacts. Son programme économique est limpide: le libéralisme pur et dur. Ses dernières propositions pour les lycées, rejoignent parfaitement celles de Millon (régionalisation totale de l'Édu-

distiller ses vieilles valeurs brunâtres: Ceux qui croient que la démocratie parlementaire est l'antidote du fascisme se trompent. Certes les deux ne sont pas la même chose, mais ils sont basés sur la même logique: l'exploitation des individus et leur contrôle.

pour ca

les che

vient d'i

but et s

nées de

détruire

interpre

moins c

ser que

prétend

syndical

guer et

quel dia

quelque

La str

La longu

mins de

L

La

biblio

milita

tains

géogr sur, la

ouvra Ma

seiller

• et

IF MON

Quels enjeux et quels dangers

Oui, des relents de peste brune refont surface mais l'histoire ne se répète pas et comparer ce qui se passe aujourd'hui avec les années 1920-1930 est une erreur. La grande bourgeoisie financière de 1998 n'a pas de souci, pour l'instant, à trouver le personnel politique pour défendre ses intérêts. L'alternance gauche-droite fonctionne bien. Certes les classes moyennes traditionnelles par-



cation Nationale) ainsi que celles du E.N. (égalité de budgets et de choix entre public et privé). Mégret, Millon et Madelin, sont pour l'essentiel sur la même longueur d'onde. Pour l'instant, un des obstacles les plus importants à leur réunification s'appelle Le Pen.

Un chemin bien balisé

Idéologiquement, l'axe de nos trois mousquetaires n'est qu'un plus à ce que l'État (de droite et de gauche) pratique depuis longtemps. Répétons-le encore une fois, la gauche ne fait pas que reprendre les idées de l'extrême dre En acceptant de gérer les restructurations du capitalisme, elle se doit d'impo-ser un contrôle social toujours plus exacerbé et de renforcer des pratiques sécuritaires. Refusant des régularisations au nom du péril économique, la gauche envoie les CRS déloger les sans-papiers et en expulse manu militari chaque semaine. Face aux luttes ouvrières, elle envoie aussi sa police (grève des rou-tiers). Face à la misère sociale grandissante, elle redéploie la gendarmerie autour des banlieues ghettos... Dans les contrats locaux d'éducation, la police devient un partenaire incontournable Bref, sécurité, ordre, famille, font désor mais partie du bagage idéologique de la gauche. On voit bien alors combien la recomposition à l'extrême droite de l'échiquier politique n'aura aucun mal à

tent à l'extrême droite mais il n'y a pas urgence au niveau hégémonique pour refaire une alliance entre classes domi nantes et classes moyennes ce qui fut le cas en Italie et en Allemagne pendant la montée du fascisme. De plus, le mouvement ouvrier aujourd'hui est mal en point, plutôt sur la défensive, d besoin de l'éradiquer, autant le faire col-laborer. Mais, tout n'étant pas toujours idyllique, le grand capital prévoit le pire (un exemple, P.S., R.P.R. et U.D.F. ne représentent qu'à peine 40 % des électeurs). Crise aggravée du capitalisme avec regain de luttes, construction eurone battant de l'aile, déstabilisation de l'Afrique du Nord ou des pays de quent pas pour le futur. Il se peut qu'un our classes dominantes et classes movennes traditionnelles aient besoin de faire bloc avec un régime autoritaire. Il faudra alors un personnel politique correspondant à cela. Voilà à notre avis pourquoi cette opération de recomposition est en train de se faire. Chirac utilisera-t-il ce processus pour sa réélection? Ce n'est pas un stratège politique, mais c'est un pro des retournements et un spécialiste des odeurs. Millon et Madelin l'avaient rejoints dans sa traversée du désert, pourquoi ne les rejoindrait-il pas? Il aura besoin de tout le monde à droite et à son extrême... Encore un « plus » pour les recompositeurs....

Jaime. – groupe Kronstadt (Lyon)

libertaire Rédaction-Administration : 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél. : 0148053408 Fax : 0149299859 **Bulletin d'abonnement** Ftrange Sous pli fermé (+ DOM-TOM □ 35 F 70 F ☐ 60 F ☐ 140 F 13 n° ☐ 170 F 3 mois 6 mois 25 n° ☐ 170 F 290 F en: 350 F. Aboni □ 530 F 400 F : tarif su Nom Prénom Code postal Ville A partir du n°(inclus). Chèque postal

Chèque bancaire Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M) Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin. Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

2

Déréglementation des chemins de fer: bientôt l'overdose!

OUIS GALLOIS, PDG DU groupe S.N.C.F., déclarait la se dernière que « La conflictualité est comme une drogue »
pour caricaturer et dénigrer les mouvements de grève en cours chez les cheminots. À l'entendre, on pourrait croire que le problème vient d'une population de salariés si irrationnelle qu'elle préférerait, sans nées de salaire et éventuellement détruire son outil de travail pour le seul plaisir de faire grève. Si on interprète ces propos de manière moins caricaturale, on pourrait penser que notre bien aimé président prétend que les cheminots et leurs syndicats sont incapables de dialoguer et choisissent immanquablement le rapport de force. Mais de quel dialogue parle-t-on? Par qui at-il été ouvert? Il y a-t-il seulement

La stratégie de la direction de la S.N.C.F.: le pourrissement

La longue grève de l'hiver 1995 avait été la réponse des salariés des chemins de fer à la tentative de casse du viendrai pas sur les raisons d'un con-flit dont on a déjà beaucoup parlé mais il faut rappeler que cela se déroulait dans un climat de déréglementation générale des services publics en vue d'en privatiser des pans. Rappelons-nous que 1995 c'est aussi les atteintes à la protection sociale, qui firent se lever bien plus de salariés et de retraités que le cercle restreint des travailleurs du rail. On peut d'ailleurs légitimement penser que ce contexte de lutte a obligé le aux revendications des cheminots secteur médiatiquement plus visible et économiquement plus lourd.

Depuis, de l'eau a coulé sous les ponts et les dirigeants de la S.N.C.F. qui ont retenu la leçon se sont bien gardés de grandes manœuvres ou d'effet d'annonce très médiatique. Non, depuis lors le Réseau Ferré de France a été créé, soulageant en même temps la S.N.C.F. de sa dette et de la majeure partie de son capiont continué de décroître pour se stabiliser autour de 170 000 cheminots. Dans le même temps, le transport de marchandises par train

près de 25 000 cheminots supplémentaires. La direction n'a bien entendu rien fait pour compenser le manque bien au contraire. Car c'est une stratégie consommée que de laisser pourrir la situation. Le per-sonnel ferroviaire est globalement attaché au service public et à un emploi stable et sûr, le service est donc correctement assuré malgré les manques d'effectifs qui entraî nent repos décalés, congés refusés. teste ses nouveaux produits, étudie la possibilité de vendre des passages de trains sur ses voies à des opérateurs privés et peut-être bientôt la possibilité d'effectuer la maintenance et la construction de nou velles infrastructures par des privés. Bien entendu cela s'accompagne d'un management assez agressif sur les procédures, puisque c'est bien la seule chose que l'on puisse « assouplir » dans des métiers qui reposent essentiellement sur la mise en œuvre de procédés rigides permet tant de faire circuler du matérie très lourd en limitant au maximum limitation des risques en question des patrons du chemin de fer. Cela fait d'ailleurs longtemps qu'on nous rabâche que le risque « n'existe pas », etc. En parallèle à tout cela, nous avons connu ces deniers temps une irruption de commerciaux qui s'immiscent partout et accèdent à des responsabilités bien éloignées de leurs compé tences. Ceci contribue largement à répandre cet esprit de petit commerçant selon lequel tout se résume à vendre, qu'importe quoi et comment, qu'importe la satisfaction

finale de l'usager qu'on appelle

d'ailleurs plus que client!

Avec cet esprit marchand souffle son corollaire : un petit vent de déréglementation et de dérégulation des conditions de travail (et donc de vie) qui veut que l'on soit performant et concurrentiel, qu'on se « libère » d'un règlement archaïque » qui protège trop une bande de privilégiés à l'heure où tout le monde (vraiment tout le monde?) se serre la ceinture. On se demande bien de concurrence on parle puisque la S.N.C.F. contrôle et affrète la majeure partie de trafic routier, si ce n'est la concurrence des salariés du nême secteur entre eux.

De toute façon, le manque de per-sonnel et l'intensification du trafic, qui devient dans le même temps plus rapide et tendu, engendrent des congés et repos décalés voire refu-sés pour que les collègues puissent aussi en profiter ou tout simplement parce qu'il n'y a pas de remplaçant. De surcroît, les salaires sont maigres et le pouvoir d'achat figé depuis bien longtemps. Alors les conflits éclatent, souvent très localisés, comme avec les conducteurs de Marseille produits d'un ras-le-bol commun à

doute que la reprise se fasse aussi dans le désordre, un site après l'autre pour repartir en grève parfois dans la foulée

Aujourd'hui, pas moins qu'en 1995, les cheminots ont conscience de ce qui se trame et du fait qu'il faut y apporter une réponse parce qu'on a raison de vouloir défendre un emploi sûr et un service public réellement ouvert à tous, les conflits en la participation apparemment massive à l'eurogrève du 23 novembre. Le problème n'est à vrai dire pas d'avoir raison et de le savoir mais plutôt de s'engager dans un conflit massif pour avancer des solutions différentes. Ce sera l'enjeu des mois

La Sociale (Montpellier)

11 novembre à 11 heures à Gentioux. Pour la énième fois, des pacifistes, des antimilitaristes s'étaient donné rendez-vous autour du monument aux des antimilitaristes s'etalent donne rendez-vous autour du monument aux morts. Celui avec son petit garçon levant le poing, celui avec pour inscription « Maudite soit la guerre ». Chaque année, une foule compacte et de plus en plus nombreuse (300 à 400 personnes)... Les anarchistes, la Libre pensée, le Mouvement pour la paix (sous-marin P.C.), la L.C.R. se sont succédés au micro (eh oui, nous étions sonorisés cette année!) pour dire tout leur dégoût de la guerre, de la chose militaire...

Gentioux: antimilitaristes au rendez-vous

La Fédération anarchiste de la Creuse a plus particulièrement insisté sur la problématique de l'armée, dernier rempart de l'Etat contre les mouvements r sociaux entre autres. Suite au discours de Jospin à propos des mutineries du Chemin des Dames, la Libre Pensée a rendu hommage aux mutins et déserteurs creusois dès 1915.

valente pour partager un repas convivial, visionner quelques vidéos et surtou pour échanger nos points de vue. Nous tirons un bilan plutôt positif de cett journée qui a permi de rassembler des gens venus des quatres coins de la France... et même de la Belgique...

Gentioux semble devenir, au fil des années, l'endroit incontournable pour

toutes celles et tous ceux qui ont à cœur de dénoncer le militarisme sous toutes ses formes. Un site de révolte, de non-résignation à toutes les barbaries passées, actuelles et futures

Encore merci à toutes celles et à tous ceux qui se sont déplacés. Et certainement (et malheureusement !) à l'année proch

Alayn Dropsy (F.A. Creuse)

La culture est dans « La Rue »

La bibliothèque « La Rue » du groupe libertaire Louise Michel, vous ne connaissez pas! Comment est-ce possible? Naturellement, c'est un lieu qui abrite des livres – que l'on peut emprunter comme dans n'importe quelle bibliothèque - traitant de sujets tels que : l'anarchisme, ses théoriciens : l'antimilitarisme et le pacifisme; les révolutions et les mouvements sociaux; la contraception, la sexualité; les religions, le fascisme... mais également certains ouvrages rares, comme l'encyclopédie anarchiste de Sébastien Faure, la géographie universelle de Reclus... que l'on peut consulter sur place. Bien sur, la gratuité est de rigueur, seule une caution est demandée lorsque des iges sont empruntés

Mais ce lieu est avant tout un endroit de rencontre et de convivialité, le itant de la F.A. qui assurera la permanence se fera une joie de vous conseiller dans vos lectures et de répondre à toutes les questions que vous vous posez sur notre idéal commun que représente l'anarchisme.

Le local La Rue, c'est aussi des projections vidéo: la lanterne noire. Le pre-nier vendredi de chaque mois à 20 h 30, des conférences,... Nous comptons sur vous pour faire vivre ce lieu. C'est pour cela que nous vous attendons:
• tous les samedis après-midi de 15 h 30 à 18 heures ;

• et particulièrement le samedi 12 décembre pendant les heures d'ouverture pour prendre un pot ensemble

Pascal, Bernard, Christophe, Sandra.

En bref

. ■ En Haute-Savoie vous pouvez contacter le groupe Atanar de la F.A. à l'adresse suivante : Groupe Atanar, B.P.16, 74 200 Allinges.

■ Vous pouvez retrouver les groupes lyonnais de la F.A. tous les mercredis de 21 h à 22 heures sur Radio Canut (102.2) dans leur émission « Idées noires ».

Le numéro 12 de La Faille est sorti. Au sommaire: Lycéens, sans-papiers, Le Poulpe le film; le PACS, etc. Abonnement 36 F les 6 numéros (chèques à l'ordre de LAP). c/o La Faille, B.P. 2301, 38033 Grenoble cedex 02.

■ Une liaison F.A. « Monts d'Arrée » se constitue dans le Finistère. Liaison Monts d'Arrée: c/o CEL, B.P. 728 Brest Pilier Rouge, 29277 Brest cedex.

d'hiver Faits Mourir de froid. en France, en 1998!

Ces derniers jours, une demi douzaine de S.D.F., précaires, chôm'du, fins d'droits, rémistes et autres loosers de cette fin de siècle capitaliste sont morts de froid. Dans la rue. Sous une porte cochère. Dans des locaux à poubelles. Dans des niches en cartons. En pleine lumière ou dans un petit coin de

lls sont morts de froid parce qu'ils n'avaient plus rien. Ni boulot. Ni argent. Ni domicile. Ni famille. Ni amis. Ni relations. Ni espoir. Ils sont morts de froid parce qu'ils avaient tout perdu. Ou parce que depuis toujours ils erraient dans les corridors glacés des galères en tous genres. Sans

Ils sont morts de froid sans révolte. Résignés. Tétanisés par un système social, le regard des braves gens qui leur filent quelques francs et les p'tites sœurs des pauvres du caritatisme qui, explicitement ou implicitement, les

Ils sont morts de froid, de misère, de solitude et de désespérance pays, qui est la quatrième puissance économique de la planète, n'a jamais autant regorgé de richesses et de surplus de toutes sortes. Alors que le luxe et l'opulence de certains ne se sont jamais affichés avec autant d'insolence. Alors le les bourses, les boursicoteurs, les multinationales, les grandes entreprise les petits et les grands malins du capitalisme n'ont jamais gagné autant de pognon. Alors que le centième des montagnes de fric que s'accaparent tous ces enfoirés suffirait à nourrir, loger, habiller, éduquer... tous les malheureux

lls se sont laissés mourir alors que l'opulence est à portée de main et que la vie, le bonheur, la liberté, l'égalité, l'entraide... sont à portée de toutes les révoltes et, surtout, de toutes les révolutions. De toutes les expropriations. De toutes les socialisations. De tous les partages.

Oh hé, les socialos, les cocos, les écolos ramollos et toutes les grandes

gueules de la gestion « de gauche » du capitalisme et de la réforme à petites doses pour cause de soi disant réalisme, vous dormez bien la nuit?

Jean-Marc Raynaud

Quel avenir pour le mouvement des chômeurs?

(la prime de Noël), s'est très vite radicalisé. Le slo-gan « rien n'est à eux, tout est à nous, tout ce qu'ils ont ils l'ont volé! Partage du temps de travail, partage des richesses! Ou alors ça va péter! » en est un exemple

Cela a parfois débouché sur une remise en cause globale : à Alès, par exemple, le collectif affirme dans son journal (I) que « l'idéologie capitaliste, qu'on nous impose comme la seule voie possible [...] est une idéologie assassine ». Cette critique, que ce soit en revendiquant « le partage des richesses » (Evreux, Guingamp...) ou un changement de société (Strasbourg, Limoux...), se fait dans nombre d'endroits.

Autre phénomène marquant: la création des collectifs « indépendants » ou « autonomes », qui se sont rencontrés pour la quatrième fois fin juin, à Paris.

Parti à l'initiative de la C.G.T. puis d'A. C!, A.P.E.I.S... le mouvement n'a pas été pour eux, généralement, un moyen efficace de se renforcer: les gens ont préféré créer ces comités, indépendants de toute organisation déjà existante, se caractérisant souvent par leur radicalité, mais aussi leur diversité, d'où

Le travail est-il à la vie ce que le pétrole est à la mer?

C'est ce que pensent certains comités, notamment Jussieu, à Paris, qui lutte « contre le travail », et refuse par ailleurs toute revendication. Les néo-situationnistes, autonomes et ultra gauches y sont très présents.

D'autres pensent qu'il est « nécessaire de remettre en ques tion cette idée que la bourgeoisie et les médias tentent de nous inculquer [...] : le travail salarié est la seule manière de s'intégrer à la société [...]. La réalité est beaucoup plus crue: nous sommes obligés de vendre notre force de travail [...]. Nous sommes obliges de vendre notre force de travail [...]. Nous ne maîtrisons pas les conditions de ce travail [...]. Nous ne maîtrisons pas les conditions de ce travail [...]. Alors non, nous ne nous sentons pas [...] de chanter des louanges à la gloire du travail. (Mais) si travailler veut dire accomplir certains efforts pour atteindre un résultat [...] utile, alors oui, nous sommes nous le travail » (2). D'autres: enfin revendiquent le sommes pour le travail! » (2). D'autres, enfin, revendiquent le plein emploi.

Il est intéressant de constater qu'un certain nombre de comités ne se limitent pas à revendiquer des créations d'emplois et les 35 heures, mais s'interrogent aussi sur des aspects qualita-tifs: travailler pour produire quoi, et comment? Ces interro-gations ne tombent pas forcément dans le nihilisme anti-travail type Jussieu, et sont en rupture avec l'approche de l'État et de ceux qui acceptent d'être ses partenaires sociaux.

Quelles convergences?

S'il est un point sur lequel presque tous ces comités s'accordent, c'est la nécessité de faire converger les luttes, avec les salariés, mais aussi les sans-papiers.

Certains ont constaté que le mouvement des chômeurs regroupait plutôt des précaires, et proposent de développer des convergences à partir de là: les luttes de précaires salariés sont très atomisées, mais nombreuses (maîtres auxiliaires, contractuelles dans le public; les banques, Quick... privé). Nous unir en un vaste « mouvement de précaires » permettrait de dépasser l'opposition chômeur-salarié.

L'union fait la force,

De vifs désaccords existent sur le rôle de la coordination e ». Ils se sont manifestés à la rencontre de Paris, le comité d'Evreux ayant proposé la création d'un secrétariat interne pour recevoir et renvoyer l'info, qui ne serait « ni le représentant ni le porte parole de la coordination », d'un bul-letin de liaison entre comités, où seraient publiés tous les textes envoyés, et des coordinations décisionnelles, avec ordre du jour discuté auparavant, tout en garantissant l'autoomie des comités. Le fédéralisme libertaire appliqué!

Certains, notamment de Jussieu, ont tout de suite marqué leur opposition: risque de bureaucratisation, de prise de pouvoir Ils ont affirmé qu'il était mieux, à cet égard, d'établir des contacts affinitaires entre les comités, et qu'une coordination ne peut être que propositionnelle, et non décisionnelle. D'autres ont affirmé que l'informel est souvent ce qui permet

le plus la prise de pouvoir, formaliser permettant au contraire une répartition égalitaire de l'information, avec des mandatés

depuis aux comités intéressés, mais le désaccord n'est pas réglé. es comités ont des fonctionnements très divers : certains tels E.D.F.-Barbès, sont très structurés (3), d'autres, comme Jussieu, ont des AG non décisionnelles, sans ordre du jour n tours de paroles. D'autres ont un fonctionnement différent encore, et pas nécessairement figé.

Le problème est que certains transforment leur mode de fonctionnement en dogme. Ainsi, des membres de Jussieu, lisant leur texte de présentation « une assemblée extraordinaire » (4) à une AG nantaise, se sont trouvés face à des critiques sur leur absence de règles... l'un d'entre eux, dans un texte daté du 15 février, dit: « nous avons apporté à Nantes la peste et espérons qu'ils n'y seront plus jamais aussi tranquilles qu'avant que nous y venions ». Quel esprit constructif.

Certains comités, victimes peut-être d'une transmission par

trop affinitaire de l'information, n'ont pas été mis au courant

de la coordination de Paris, organisée par Jussieu. Dans d'autres villes, des individus de cette mouvance « situ » se sont permis de représenter leur collectif à la coordination, alors qu'ils n'en faisaient parfois plus partie (Montpellier par exemple), en donnant une image souvent fausse (cas de Lyon, par exemple)(5)

Tout cela révèle que les situationnistes et assimilés dévelop pent des pratiques qui n'ont rien de libertaire dans la coordination: information sélective, auto-mandatements abusifs...

Dans l'immédiat, un enjeu pour le mouvement est donc, à mon avis, de se structurer, afin d'être une force collective réelle. Contrairement au monde salarié, verrouillé par un syndicalisme bureaucratisé, nous, chômeurs, précaires avons la marge pour impulser une organisation autogérée de nos structures de lutte, mais encore faut-il, après avoir remis en cause les fonctionnements des organisations « classiques », que notre mouvement ne rouille pas de l'intérieur, rongé par e nihilisme anti-organisationnel et les pratiques douteuses de

Sophia. - Lyon

(3) Haute tension, p 7: « s'organiser sans organisateurs »
(4) Le lundi au soleil, éd. L'insomniaque, p 58-59

Intermitents du spectacle et de l'audiovisuel La culture serait-elle saisonnière?

La Chronique syndicale, sur Radio libertaire, a accueilli deux militants du secteur Spectacle et Audiovisuel de la C.N.T., Jean-Christophe et Jean-Christophe (et non pas Dupont et Dupond), afin qu'ils présentent les enjeux de la renégociation des annexes 8 et 10 du régime UNEDIC. Quelques extraits des propos tenus.

Que sont ces deux annexes en

Le régime général de l'UNEDIC s'applique à tous les travailleurs, mais pour des cas particuliers cor respondant à certaines conditions de travail, des annexes ont été mises en place. En tant que travailleurs du spectacle et de l'audiovisuel, les nnexes 8 et 10 nous concernent. Elles datent respectivement de 1964 et 1969: la 8 pour les ouvriers et techniciens du cinéma et de l'audiovisuel, la 10 pour les techniciens et artistes du spectacle.

Dans le secteur du spectacle, nous ne pouvons pas travailler tous les soirs, de même les tournages se déroulent durant 6 ou 8 semaines sur une période, sauf pour les grosses structures comme étaient la S.F.P. ou les chaînes publiques de télévision. Après cette période de tournage, nous n'enchaînons pas un autre tournage: nous travaillons donc par intermittence.

Quand les intermittents ne sont pas en activité salariée, les ASSEDIC prennent le relais et indemnisent ces périodes. Elles ne sont pas forcé-ment des périodes de non travail mais correspondent au travail des gammes pour un musicien, aux répétitions de théâtre, au secrétariat ou encore à la recherche artistique ou aux projets de travail. De même, les danseurs, les comédiens ou les chanteurs ont besoin de s'entraîner. En outre, les temps de balance nécessitent la présence dès 10 heures du matin pour un spectacle prévu à 20 heures

Ces annexes sont renégociées fin décembre, début janvier...

Elles sont maintenues en l'état jusqu'au 31 décembre. Mais déjà, une circulaire UNEDIC, signée le 18 avril c l'accord de la C.F.D.T., C.G.T. et C.F.T.C., fait passer, par un tour de passe-passe, certains intermittents vers le régime des saisonniers, moins avantageux. Par exemple, s'il est constaté que sur les trois dernières années, vous n'avez pas travaillé sur une même période, le mois d'août

vous avez effectué le nombre d'heures ouvrant droit à l'allocation des intermittents. La différence entre les deux statuts, c'est qu'il est fait application d'un coefficient réducteur tant sur l'indemnisation que sur l'allocation minimum.

Mais défendre ces annexes, n'estce pas défendre le chômage? Oui, c'est une des meilleures façons

de laisser la culture la plus libre pos-sible. Et en défendant le chômage, nous défendons les conditions de travail tout en étant garanti d'un salaire minimum. Il faut faire 507 heures pour ouvrir droit aux indemnités des intermittents: au-delà, nous pouvons choisir ce que nous voulons faire. Ainsi, nous pouvons défendre notre indépendance et notre capacité à faire autre chose que les bassesses proposées par l'État ou la télévision

D'un côté, la culture d'État a pour intermédiaire le ministère de la Culture, qui nomme des princes pour les Centres dramatiques nationaux ou les Orchestres nationaux. De l'autre, la culture privée, qui n'est plus une culture, menée par ceux qui veulent faire de l'argent avec lque chose qui ressemble à de la

que cela en est: la référence, c'est celui qui rapporte le plus d'argent. Ou bien, l'exercice du mécénat par des entreprises privées qui accrochent des tableaux dont parlent les journaux; forcément des œuvres anciennes ou qui se vendent très cher, jamais des nouveautés, qui elles ne rapportent rien ou ne donnent pas une bonne image. En outre, notre savoir-faire peut-être utilisé pour tout autre chose que la culture prise de son de film publicitaire intervention d'un comédien, d'un acrobate ou d'un jongleur pour animer dans telle ou telle entreprise ou faire le mariole à Eurodisney

Tous les autres, qui ont envie d'expérimenter, de faire autre chose, de s'interroger sur cela, n'ont pas les moyens ni en temps ni en arg répartition par les A.S.S.E.D.I.C., c'est une forme de subvention qui permet de dégager du temps et d'avoir de quoi ne pas crever de faim et pouvoir toujours chercher.

Sinon, qui pourra être musicien, n'ont pas de problème d'argent, ceux issus de famille riche. Parce que quand tu as fait 10 heures le « poireau » ou la « carotte » dans un supermarché ou la plonge dans un restaurant, tu es complètement

La culture est devenue culture d'État ou art marchand avec la complicité de l'État. Nous avons accepté la flexibilité et la précarité pour sauvegarder la liberté de création. Un employeur nous appelait à I,I heures du soir pour un travail le lendemain sur trois jours sans dormir: nous l'acceptions si le projet nous plaisait, mais si c'est pour faire le « brocoli », nous ne pouvons plus accep-

Faire notre métier et ne pas s'épuiser sur un statut: certes, mais si ce statut disparaît, aussi imparfait soit-il, nous disparaissons. Nous savons que nous servons de modèle pour que la flexi-bilité soit imposée à tous les secteurs du salariat: aujourd'hui, il nous faut défendre nos conditions de travail mais aussi défendre une déontologie. Aussi, nous voulons remobiliser, nous diffusons un tract à la sortie des A.N.PE., des A.S.S.E.D.I.C., aux guichets des loueurs, aux abords des lieux de concerts et de spectacles car nous proposons d'informer plus précisément les intermittents et d'ouvrir le débat à tous les problèmes de précarisation et à toutes les questions de culture en général. propos transcrits par Hélène

du groupe Pierre Besnard

dans des et menot par les isla n'a cours

Dominiqu l'antif: Ainsi, l' miste attei l'exercice o

nées de la flanquée

rompre véhicula

peuple a

L'anti

rielle). Il

élus grâc

l'Intérie

bien rare

condamr mépris d

politique p L'antifascis plus marq que par le Le

> Ils s'app du « ro grâce a parti d' leur app Ils sont Carolin octobre breuses escorter Ce rass (F.N.J.), par le G rie lorra de vent

tant que

national

d'ailleur

ser sans

LE MONDE

L'antifascisme aux deux visages

EUX CONCEPTIONS s'afforntent en matière d'antifascisme. L'une réformiste, soucieuse de préserver les institutions républicaines. L'autre révolutionnaire, désireuse de rompre avec ces mêmes institutions véhiculant injustice sociale et inégalités économiques, autant d'éléments faisant le lit du fascisme (39,5 % pour le F.N. à Toulon, lors de la législative partielle du 26 avril 1998; 13 % pour l'Union du peuple allemand, en Saxe-Anhalt, ce même 26 avril).

L'antifascisme républicain est « citoyen » (maître-mot de la gauche plu-rielle). Il est donc « citoyen » de réclamer la démission de présidents U.D.F. élus grâce aux voix du Front national. Mais, dès lors qu'un ministre de l'Intérieur de gauche reprend à son compte les iniques lois Pasqua-Debré en matière d'immigration, de « citoyenneté », il n'en est plus question, puisque bien rares sont les voix s'élevant pour condamner toute expulsion, menée au mépris des droits de l'Homme (promesse de régularisation des sans-papiers menant au fichage préfectoral; mise dans des camps de rétention administrative... lieux de non-droits; tabassages et menottages lors d'embarquements; expulsion d'Algériens menacés de mort par les islamistes ou d'emprisonnement par l'armée). Aucun charivari « citoyen » n'a cours en vue d'une démission dès lors que la gauche présidant aux destinées de la Haute-Normandie se trouve flanquée d'un vice-président F.N., Dominique Chaboche, élu par la droite

Des limites de l'antifascisme réformiste..

Ainsi, l'antifascisme à caractère réformiste atteint vite ses limites dès lors que l'exercice du pouvoir est en jeu et que la politique politicienne reprend ses droits. L'antifascisme à caractère réformiste est plus marqué par des contorsions politiciennes destinées à conserver le pouvoir que par les accents de la sincériré. Er

ceux qui, en toute bonne foi, donnent dans l'antifascisme « citoyen » en appelant à voter utile ou à constituer des fronts républicains servent ainsi de roue de secours à une classe politique dépourvue d'idées (et bien sûr d'idéaux), corrompue (les milliards envolés du Crédit Lyonnais, les pots-de-vin de la société Elf, l'affaire Urba-Graco de financement du P.S., celle des HLM de Paris profitant au R.P.R., les magouilles autour de Port-Fréjus...), mafieuse à des degrés divers (l'affaire Perrin à La Seyne, l'affaire Yann Piat...), fascisante à l'occasion (complicité avec le régime rwandais hutuauteur du génocide des Tutsis...).

Au-delà des effets d'annonces médiatiques, le silence, qui couvre l'état de déserrance de l'Hexagone et de l'Union européenne, livrés à une politique économique ultra-libérale de délocalisations d'usines (départ de Renault de Belgique pour la Russie, de Hoover de Côte-d'Or pour l'Écosse, des usines textiles du Nord-Pas-de-Calais pour le Sud-Est asiatique...), de chômage, de précarité et d'exclusion, est révélateur de la complicité qui existe entre les partis de gouvernement, qui prétendent se détester, mais savent calmer le jeu dès lors que leur intérêt est de durer grâce aux institutions. Ceci pour le plus grand profit du Capital, dont droite et gauche défendent les intérêts dans un bel ensemble « politiquement correct » de gestion libérale.

...à un antifascisme révolutionnaire.

Durant la campagne électorale des Régionales de mars 98, en région PA.C.A., certains se sont empressés d'annoncer Le Pen comme possible président de région, en vue de faire élire une Gauche plurielle non seulement incapable de résorber le chômage mais aussi d'endiguer sa courbe exponentielle autrement qu'en proposant des petits boulots aux jeunes (en oubliant les autres), en soutenant l'annualisation du temps de travail et la flexibilité sous couvert des 35 heures, qui, assurément, ne produiront pas les emplois souhaités, attendus par plus de 3 millions de chômeurs (7 millions de précaires).

quartiers où un véritable lien social est en mesure d'endiguer le fascisme, qui se nourrit de l'incompréhension, de la peur de l'autre, de la méfiance et, en conséquence, de l'absence de solidarité qui caractérise notre société, vouée au culte du fric engendré par l'ultra-libéralisme. L'individu doit retrouver la place essentielle qu'il a perdue au profit des outils économiques et industriels qui permettent toujours plus de profit pour une minorité égoiste et toujours plus de...

minorité égoïste et toujours plus de...
misère pour la majorité de la population!
L'antifacisme radical ne peut se satisfaire de simples doléances adressées aux
élus, véritables potentats peu soucieux des
réalités sociales, ni de faire de la retape
pour la gauche plurielle à la veille d'élections à Marseille l'acquelle capasses. tions. A Marseille, l'actuelle campagne contre les expulsions de sans-papiers passe par des actions sur le port : plongeons à l'eau en vue d'empêcher le départ des ferries, montées clandestines de milita ces derniers en partance pour l'Algérie avec le risque d'être livrés par le commandant aux autorités algériennes comme passagers clandestins - une mésaventure arrivée, entre autres, à un camarade anar o-syndicaliste de la C.N.T. (menacé d'être livré...), occupation du siège de la compagnie maritime SNCM. On peut également s'inviter dans les meetings poli-tiques, comme cela est arrivé durant les Régionales, à Marseille, à la gauche plurielle. À l'initiative du Comité de soutien aux sans-papiers (Un procédé repris à l'encontre de cette même gauche plurielle, durant ces mêmes Régionales, par les chômeurs de Toulouse; puis à la veille de la Législative partielle de Toulon, par les salariés de l'Arsenal; et enfin, par les enseignants de Seine-Saint-Denis, dans les locaux de RTL, à l'encontre du stre de l'Éducation tionale, en date

Quel avenir?

Les actions menées contre les bureaux d'Air France et d'Air Afrique à Orly ont incité ces deux compagnies aériennes à renoncer à transporter des expulsés (ou à réviser à la baisse leur politique: désormais, Air France ne souhaite prendre à bord de ses avions qu'un expulsé par vol). Comme quoi ce type d'action est payant. Et le gouvernement français doit ainsi avoir recours à la compagnie nationale belge Sabena (en matière d'expulsions, les gouvernements ne connaissent pas les frontières qu'ils prétendent imposer aux sans-papiers. Si Air France fait défaut, la

solution toute trouvée passe par la compagnie d'un pays voisin)! Au-delà de l'urgence, l'antifascisme

radical pose la question d'une reconstruc tion économique visant à rompre avec la société capitaliste, source d'inégalités sociales. Une société socialiste, telle qu'elle a été définie lors de la constitution de la Première Internationale des Travailleurs, nous semble plus à même de répondre aux attentes des classes laborieuses. Il faut redonner vie (ou redonner un réel contenu) aux expériences « utopiques antérieures (Banque du Peuple de Proudhon; communautés utopiques socialistes aux États-Unis, au Brésil. expériences autogestionnaires en Ukraîne, en Espagne; mutuelles, coopératives, bourses du travail fondées par Fernand Pelloutier...), renouer avec le syndicalisme révolution d'avant 1914, C.N.T.-A.I.T. espagnole de 1936). Le socialisme n'a pas exclusive-ment le caractère autoritaire que lui confere le marxisme-léninisme (ce ocialisme de caserne », comme disait Bakounine, rendant prévisible la suite des ne sont pas ces joutes électorales, qui tiennent des gesticulations, mais bel et bien les grands élans d'émancipation sociale (1789, 1848, 1871, 1917, 1936, Mai

L'avenir se joue hors des urnes, objets des appétits personnels. Que signifie, par exemple, l'élection d'une élue P.S. à Toulon quand moins de 13 000 voix se portent sur elle au second tour, alors que la circonscription compte 53 000 ins-crits? Tout simplement que la démocratie a l'art de dégager une « majorité » là où n'existe qu'une minorité. Le suffrage universel n'a donc qu'une importance relative, alors qu'existent tant de formes à utiliser au quotidien pour conduire ses affaires soi-même (associations, syndicats, comités de quartiers, une expression politique fédéraliste et anti-électoraliste rompant avec le centralisme et l'électoralisme...). On comprendra alors que les positions des deux formes d'antifascisme sont difficilement conciliables. Accepter l'idée qu'elles puissent cohabiter en des collectifs au nom d'une sacro-sainte union contre le F.N., étouffant les manquements aux droits de l'Homme des gouvernements démocratiques, est une erreur. Car nous n'avons aucune raison de servir de béquilles à des partis de gouvernement sans éthique

C.N. – groupe Nada de la FA (Toulon)



Le rock identitaire français

lls s'appellent « Vae Victis », « In Memoriam »... et ils se revendiquent du « rock identitaire français ». Ils sont distribués partout en France grâce aux réseaux du Front national et font partie de la stratégie du parti d'extrême droite pour toucher la jeunesse...

Leurs paroles et leurs propos sont sans aucune ambiguité. Ils prônent leur appartenance identitaire, leur nationalisme et bien sûr leur xénophobie.

Ils sont ainsi quelques groupes à se produire et à enregistrer des disques grâce entre autres à la Sarp, société de diffusion de Marie-Caroline Le Pen, mais également par Memorial Records et MC Record, des labels « indépendants ». Ils se sont retrouvés samedi 31 octobre pour un concert au château de Clévant sur la commune de Custines après s'être donné rendez-vous place Carnot à Nancy. De nombreuses personnes se sont donc retrouvées sur le lieu dit et se sont fait escorter à l'endroit de la manifestation par une horde de skin heads.

Ce rassemblement était organisé par le Front national de la jeunesse (F.N.J.), le Renouveau étudiant (syndicat étudiant de l'extrême droite) par le Groupe action jeunesse (C.A.J., royaliste) mais aussi par la librairie lorraine (à Nancy, grande rue) qui, pour l'occasion a servi de point de vente pour la billetterie. Bien évidement, la police était parfaitement au courant de l'affaire. Mais elle n'a pas daigné intervenir prétextant que la rencontre avait lieu dans un domaine privé.

tant que la rencontre avait lieu dans un domaine privé.

Il est clair qu'à travers ce type d'actions dites « culturelles », le Front national va essayer de s'orienter vers les jeunes (il ne s'en cache pas d'ailleurs). Il est donc indispensable de rester vigilant et de se mobiliser sans relâche, en particulier sur les campus afin d'informer les étudiants des réels buts du F.N. et des moyens dont nous disposons pour le combattre.

Stéphane. - groupe Caussimon (Nancy)

A l'inverse, l'antifascisme révolutionnaire n'a aucune raison de verser dans la démagogie, car il ne s'inscrit pas dans le cadre de la politique politicienne. On ne s'y bat pas pour quelques strapontins, à la veille d'élections, mais en vue de transformer radicalement la société. L'antifascisme radical s'appuie sur des comirés de cisme radical s'appuie sur des comirés de

LIMEIL-BRÉVANNES

P.S. et S-P sont dans une galère...

E MAIRE SOCIALISTE DE LIMEIL-BRÉVANNES a accueilli des sans-papiers. Il y aurait donc un espoir à gauche, à la gauche de la gauche... Foutaise! Les sans-papiers dits « de Limeil-Brévannes » viennent tous des foyers d'Ivry et de Vitry. Eux sont en lutte depuis 18 mois. Jamais nous n'avons vu le moindre sans-papiers de Limeil-Brévannes participer à la lutte collective. Lorsque le maire socialiste a accueilli nos compagnons en grève de la faim depuis plusieurs semaines, ce fut à titre purement humanitaire, certainement sincère — la question n'est pas là — et accessoirement, ce fut aussi un très represente de participation de publication de publication de publication n'est pas là — et accessoirement, ce fut aussi un très represente de participation de publication d

aussi un très gros coup de pub. Quand Jospin a sifflé la fin, on les a gentiment prié de vider les lieux, avec un titre de séjour temporaire pour les grévistes, histoire peut-être qu'ils ne lâchent pas la rampe durant le voyage de retour au pays, et pour les autres « occupants », rien.

Les sans-papiers ont été traités dans cette affaire comme un paquet de linge. Des politicards les ont utilisés comme arme dans leurs luttes de partis. Des curés humanitaires les ont soigneusement tenus à l'écart de toute lutte collective.

On nous dit: « le mouvement est relancé, des fractures apparaissent dans la majorité »... Foutaises! Ce qui est relancé, c'est le débat politique; ce qui apparaît, ce sont des rivalités électorales. Ne vous inquiétez pas: tout le monde reviendra à la gamelle après les élections. Le peu qui a été obtenu jusqu'à présent par les sans-papiers l'a été par la lutte, en forçant la main aux associations humanitaires, certainement pas par l'intervention des bons samaritains. Si aujourd'hui une régularisation massive survenait, ce dont je doute, elle serait encore une fois le résultat de l'arbitraire gouvernemental, l'œuvre de l'État quasi-divin, qui peut donner et qui peut prendre. Seul est émancipateur ce qui, arraché de vive force par les opprimés, leur fait prendre conscience de leur puissance. Seul est émancipé l'individu qui lutte, par l'action directe, pour lui même et pour ses compagnons. Celui qui, à genoux, attend la manne céleste restera toujours un esclavattend la manne céleste restera toujours un esclavattend la manne céleste restera toujours un esclavat

Max. - groupe Élisée Reclus

ITALIE

Le patronat contre le droit de grève

le dos au mur » de Paolo Passarini paru dans la Stampa du mercredi 11 se détache la phrase: « Cofferati est le secrétaire général de la CGIL (1), non le général Pinochet ni même Bava Beccaris ». Vu qu'effectiveo Cofferati est le secrétaire général de la CGIL et non les autres et évident, il est naturel de chercher la raiisse le journal de la FIAT à le rappeler d'une façon si évocatrice à ses

Rapportons du « Sole-24 ore » du même jour quelques extraits des déclarations de Cofferati qui ont suscité tant d'intérêt. Notre héros, à propos de l'effervescence chez les travailleurs des transports, a déclaré: « La limite de la loi elle qui régit le droit de grève est qu'elle ne prévoit pas les sanctions nécessaires pour garantir le respect de la loi... sans un mécanisme de mesure de la représentativité syndicale, quiconque peut lancer des initiatives de lutte et peut violer la loi sans que rien ne se

L'occasion particulière qui a poussé presse patronale est la série de grèves qui se développe dans le secteur des transports et la simultanéité des mouvements des travailleurs salariés des chemins de fer et de ceux des travailleurs autochtones comme les chauffeurs de taxi

Les transports en première ligne

Les questions posées sont de deux tvliées, elles doivent être envisagées séparéprofonde: le poids du conflit social dans pecteurs logistiques (transports, com-nications...) et la définition de la

regard de la décentralisation productive. de la flexibilité des horaires de travail, de l'intégration étroite entre les segments du réseau d'exploitation et de la structure même des relations sociales, les transports, la communication ass poids stratégique croissant. Bloquer le transport signifie bloquer la production, engorger les entrepôts, porter la crise dans le fonctionnement ordonné de l'économie. Cette simple donnée fournit aux travailleurs de ce secteur un pouvoir contractuel important qu'ils tendent à utiliser quand ils en ont l'occasion. La grève de l'UPS (la plus importante agence postale privée dans le monde) de l'année dernière aux États-Unis a été, de ce point de vue exemplaire

Dans le cas de l'Italie, les onze grèv de cette année à l'ATM et Turin, la grève récente de l'ATM de Milan et une série de mouvements analogues (transports intercommunaux en Toscane...) démontrent que ce secteur connaît une

situation de grande tension. En second lieu, le secteur des transports, pour ce qui concerne le person diminution du personnel, à l'augmentation des charges de travail, à la précarisa tion, aux privatisations. Dans cette situation, la tendance au conflit augmente et nous assistons au duo classique entre la libéralisation économique et l'autoritarisme politico-syndical : plus les services publics sont « libéralisés » , plus s'accroît la pression pour en régler d'en haut le conflit.

La liberté syndicale attaquée de toute part

Naturellement, ceux qui proposen des règles plus sévères contre le droit de grève prétendent le faire au nom des intérêts des citoyens et afin de bloquer l'attitude égoïste corporative, irres

vement de classe et d'intégration totale nel, a quelque possibilité de trouver une

La gauche gouvernementale peut utiliser, dans cette circonstance, l'hostilité des citoyens ou, au moins un grand nbre d'entre eux dans les conflits aussi bien des chauffeurs de taxi que ceux des travailleurs salariés des tr ports, présentés comme des privilégiés.

Il peut être intéressant de noter que des secteurs de la droite et, en particulier, Alleanza Nazionale se sont empres-sés de chevaucher la révolte des chauffeurs de taxi contre la libéralisation des licences des tarifs et des horaires et, abandonnant les mots d'ordre libéraux d'ailleurs proclamés seulement à des fins électorales dans le cadre de la révolte tifiscale, se s

rative qui régit ces sujets pendant que la gauche libérale se lance dans des ouanges infinis du marché libre. Nous ne sommes donc pas confrontés à une nouveauté extraordinaire.

Dans la campagne contre les grèves des transports, Cofferati, comme nous l'avons vu, a soulevé la question de la représentativité des éléments syndicaux qui déclenchent les mouvements

dicat patronal) l'a immédiatement suivi ossa, représentant mythique et dur du bloc patronal a renchéri en propo sant de régir avec plus de rigueur dans le rôle des RSV (représentants du personnel) et des structures syndicales locales des syndicats institutionnels afin d'empêcher qu'ils ne sortent de la ligne

Étant donné qu'il avait différents représentants du gouvernement et des cissement des mesures contre les grèves dans les secteurs déjà soumis à la réglementation des « services publics ess tiels », d'élargir le champ des services soumis à ces dispositions anti-grèves

Pour schématiser :

· La prise de position de Cofferati (qui a, entre autres, proposé la grève vir-tuelle consistant dans le fait de se déclarer en grève, de travailler, de se faire prélever une retenue sur le traitement) peut s'expliquer par la soumission au go nement mais se situe dans le cadre d'une campagne de longue durée pour réduire urement les libertés syndicales.

 L'intérêt du patronat et du gouverne-ment pour renforcer les mesures contre les grèves illégales va dans la même direction et répond aux exigences que nous avons schématiquement rappelées.

• Il est évident que la politique de ncertation se trouve et se trouvera face à des contradictions croissantes et réduire la liberté d'action et d'associa-

· La polémique contre la surabonsigles syndicaux dans le secteu public et dans les transports, si elle peut présenter en apparence, un fondement, est évidemment instrumentale si on considère le fait que plusieurs grèves déclenchées par les syndicats alternatifs ont rencontré une approbation notable auprès des travailleurs [...]. D'autre part, la pression du patronat et de l'État dans le sens précédemment indiqué est forte et, vu le contexte politique, elle peut donner quelques résultats.

maiso

UR.

année

d'un

fami

faute

c'éta

mut elles

l'acc

tenti

auta

En conséquence, la bataille pour la liberté syndicale et pour l'unité des tra-vailleurs prend aujourd'hui encore plus que dans le passé, une très grande

d'après Umanità Nova du 22 novembre 1998.

(1) CGIL : Confédération générale italie



SÉNÉGAL

Des nouvelles de Tivaouane

de septembre Bonaven-ture et Moussa Diop pour AUPEI ont animé pour présenter l'éducation popu laire alternative sénégalaise. Ce fut l'occasion de lancer une campagne solidarité avec les initiatives d'AUPEJ: enseignement préscolaire en langue maternelle, lycée collège autogéré, caisse de crédit des nes etc. Profitant d'un voyage au Sénégal une délégation du Lycée Autogéré de Paris passa quelques

Un nouveau local

Un bâtiment de 7,5 m sur 5 m accueille depuis début novembre l'école maternelle. Ce local est fonctionnel, il est construit en parpaings. En soirée cette salle abrite des réunions, des cours de formation pour adultes. D'ici quelques mois des ateliers de formation professionnelle agrandiront cet espace. Cent chaises ont été achetées. D'une part parce que cela tions de travail un minimum conviviales et d'autre part parce que leur location permettra d'accroître l'autofinancement des activités. Une case abri devrait être construite pour abri-ter les activités artistiques. Grâce au matériel sportif offert par Bonavenquartier) est aménagé sur le terrain.

L'encadrement pédagogique

Jusqu'à présent les animatrices n'étaient pas rétribuées. Partant du principe que l'on ne pouvait embaucher des salariés sans local, AUPEJ a privilégié l'architecture: le local, l'aménagement du terrain. Deux postes ont néanmoins été créés: celui de la coordination de la forma tion/activités professionnelles, celui de l'animation. Deux animatrices assurent ces fonctions. Leurs salaires ne sont assurés que jusqu'en décembre. La recherche de l'autofinancement ne sera effective que l'année prochaine par le biais de la vente des productions, de la location

création d'emplois sociaux valorisant est un enjeu pour l'alternative sociale. Le fait que ce soit des femmes qui encadrent les activités culturelles et soient responsables d'un tel espace éducatif et social n'est pas à démontrer mais à soutenir financièrement, et politie ancièrement et politiquement. AUPEJ est un espace d'émancipation individuelle et collective pour ses acteurs et pour le quartier. Participes à cette création d'emplois fém revient à rompre avec cette spirale opprimante du sous-développement et du patriarcat.

Du côté des finances

Somme recueillie: 11 180 F. français soit | | 118 000 F. CFA (- 2% de commission) Construction de la salle polyvalente 578 000 F. CFA Équipement de la salle (comprenant l'achat de 100 chaises qui peuvent

être louées) 196 500 F. CFA nt du billet Dakar-Paris 180 000 F CFA

de la caisse des enfants de Bonaventure à la coopérative scolaire de l'école Freinet): 20 000 F. CFA Total des dépenses: 974 500 F. CFA fait auprès de la caisse de crédit des femmes pour démarrer la construc-tion de la salle polyvalente. Les partenaires solidaires

Des syndicats: C.G.T.-Correcteurs, SUD-PTT, S.S.E.-CNT, SUD Aquitaine. Des espaces politiques: Union locale FA lyonnaise, Bonaventure, groupe Bakounine, F.A. etc. Des individus: une cinquantaine. Des parte-naires culturels: le LOCAL (association oléronaise), Amicale laïque de Chaucre, l'ICEM ont accueilli Moussa Diop. L'intérêt de développer un tel partenariat n'est pas tant économique que social. L'alternative seuls interstices de l'État ou du capital. Elle peut également comme à Tivaouane construire des espaces solidaires sur fonds propres sans

passer par des subventions carita tives ou gouvernementales. AUPEJ est un véritable laboratoire social e culturel au service de l'émancipation collective: c'est à ce titre qu'elle doit vivre et non plus survivre. L'importance qu'elle revêt pour un mouvement social sénégalais, pour un mouvement social international est indéniable. Les rapports constants qui sont tissés entre AUPEI, le L.A.P. Bonaventure augurent d'un avenir s'il n'est radieux du moins studieux international d'alternatives éduca-

Pour Bonaventure:

Thyde Rosell Pour soutenir AUPEJ: un seul geste l'adhésion; 30 F. français membre solidaire, 50 F. français membre actif ou 100 F. français (soutien).
Chèque à l'ordre de Bonaventure (men-

tion AUPEJ) Bonaventure 35 allée de l'Angle, Chaucre 17190 Saint-Georges d'Oléron

Pour en savoir plus: AUPEJ B. P 76 Tivaouane Sénégal Tél: 002219552008

EXPO

grèves régle-

ferati ve vir-décla-

e pré-) peut uver-

duire vernecontre direc-

nous ue de

uvera ites et ire de socia-

bon-

ment, si on

rèves

otable

autre l'État

ué est e, elle

our la

es tra-e plus ande

urita-UPEJ

ial et

doit

por-

ouve-mou-

est

tants L.A.P. venir dieux

luca-

ell

geste

u 100

men-ée de

1143

Trop de peines

femmes en prison



petite semaine

Au lavoir des dignités

Comme un slip sale, l'honneur d'un gardien de prison se doit parfois d'être Comme un slip sale, l'honneur d'un gardien de prison se doit partois d'etre lavé. Oh, pas souvent, non, pas à grandes eaux, juste un peu, pour sauver et cacher temporairement les apparences, quand la souillure qui s'attache à cette chose-là devient par trop voyante, trop incommodante. Fort heureusement pour les dignités-torchons, il se trouve dans les prétoires-lavoirs, pour effectuer cette répugnante besogne, de tristes lavandières à robe noire, des Mère Denis de la respectabilité bafouée qui pour rien au monde n'échangeraient leurs deux barils de Code pénal ordinaire contre une pincée de probité et de justice véritable, et qui vous rendent, telle une vulgaire publicité mensongère, une honorabilité sans tache sur un surveillant plus blanc que blanc.

rache sur un surveillant plus blanc que blanc.

Comme une passe honteuse dans un hôtel sordide de bas quartier, l'honneur d'un gardien de prison à un prix. Oh, dérisoire, sacrifié, car nul n'ignore en vérité le peu de valeur de cette chose-là. Par bonheur pour les dignités bon marché, il existe des prétoires borgnes où trônent des souteneurs d'honorabines des prétoires des prétoires des prétoires des pretoires de pretoires lité au rabais qui prélèvent sur leur part de quoi permettre aux petites vertus outragées de se refaire un semblant de virginité. À Versailles, un tribunal discount, le Tati de la Justice, vient de condamner

A Versailles, un tribunal discount, le 1aît de la justice, vient de Contambu une animatrice de Radio libertaire, qui s'obstine depuis dix ans à prétendre à l'antenne que tout ne va pas pour le mieux dans les prisons de France, à verser 10 000 francs de dignité soldée à l'un de ces hommes scrupuleusement intègres, à la droiture indiscutable et indiscutée, d'une rigueur et d'une exintegres, a la divinte interaction more morales à tout épreuve qu'on appelle des matons. Son honneur était lavé, paraît-il. À la sortie du palais, c'est pourtant nous

l'animatrice et ses amis, qui nous sentions propres, et pas trop fâchés qu'avec le misérable prix de son intégrité retrouvée cette belle âme puisse enfin s'acheter quelques flacons de parfum de bonne qualité.

emmène en prison, dans l'intimité et la brutalité de l'enfermement de quarante établissements pénitentiaires, ns d'arrêt ou centres de détention pour femmes prévenues et détenues, en France, aux États-Unis, dans l'ex-U.R.S.S., en Tchécoslovaquie, en Suisse ou en Israël. D'un voyage de neuf années, elle en rapporte des photos, en noir et blanc, dures, implacables, mais d'une sensibilité et d'une beauté qui frappent tout autant le regard.
L'exposition est intitulée « trop de

peines ». En effet, la très grande majo-rité des femmes emprisonnées le sont à cause d'un homme : souvent abusées et violées, très jeunes, dans leur propre famille, les repères manquent ensuite faute d'avoir pu dire et être réconfortées. Combien sont-elles à tuer leur mari ou leur compagnon et à dire « c'était moi ou lui » ? En outre, leur peine est plus lourde que celle de leur « complice ». La violence de l'incarcération est telle que culpabilisation et auto-mutilation sont les réponses les plus courantes. Au contraire des hommes, elles retournent leur agressivité contre elles-mêmes. Même au moment de l'accouchement, elles sont maintenu

Nous savons que la population pénitentiaire féminine, en France, est faible au regard de celle des hommes. Pour autant, la misère y est tout aussi présente que dans les pays qui détiennent des femmes en grand nombre. Pas de rideau autour des chiottes d'une cellule de six femmes aux Baumettes, à

ANE EVELYN ATWOOD NOUS Marseille. Chacune des photos nous renvoie à la prison, d'hommes ou de femmes, puis avec force, nous oblige à voir la détresse ou la fierté des femmes : femmes qu'on nie en ne prévoyant aucun budget gynécologique ou mater-nel, femmes que les prisonniers hommes violentent, femmes que les gardiens violent, femmes que l'on oblige à travailler dix heures durant sans interruption comme en Sibérie. La négation de l'individualité fait partie de la punition. Le regard est forcé aussi par la vue de ces enfants nés en prison, bébés, puis bambins qui déambulent entre les grilles des cellules. Dans la plupart des pays, c'est vers dix-huit n qu'ils sortent de prison : liberté obliga-

toire alors et séparation d'avec la mère.

Jane Evelyn Atwood dédie cette exposition à Corinne Hellkis, morte exposition à Corinne Helikis, morte d'une crise d'asthme car la Ventoline qu'elle réclamait lui a été refusée : le directeur de la prison où elle était incar-cérée avait décidé d'interdire ce médicament craignant que les détenues ne se shootent avec. La photographe est de ceux qui s'intéressent à comprendre le « social ». Ainsi a-t-elle approché la pros-titution, la vieillesse, le sida... et s'est fait remarquer sur des thèmes difficiles à traiter. Elle réussit là, comme avec ses travaux précédents, à nous ouvrir des portes sans aucun voyeurisme, mais avec la force d'un réquisitoire contre toutes les prisons.

Hélène Hernandez

Trop de peines : photographies de Jane Evelyn Atwood, jusqu'au 31 janvier 1999, à la Maison de la Villette (Paris), du jeudi au dimanche de 14 à 19 h.

Conférences-débats avec Gérard Lorne, auteur du livre « Du rouge au noir, mémoire vive d'un porteur de valises » (éditions du Monde libertaire)

Perpignan jeudi 3 décembre à 20 h 30 à la librairie Info, 2 rue Guitei

Montpellier vendredi 4 décembre à 20 h 30 à l'Antre Anar, 5 rue Jeanne-d'Arc

Toulouse samedi 5 décembre à 20 h 30 salle de la F.O.L., 31 rue des amidoniers

Artigues
jeudi 10 décembre à 21 heures au Centre Les Marmottes. Carcassonne vendredi 11 décembre à 20 h 30 au Bazar, 44 rue de la République

Saint-Girons samedi 19 décembre à partir de 11 heures à la librairie La Mousson.



CINÉMA

Frantz Fanon, peau noire masque blanc Isaac Julien

N FILM D'UNE ÉTRANGE BEAUTÉ. COLIN SALMON incarne Frantz Fanon, mort très jeune, à 39 ans, le 6 décembre 1961, d'une leucémie. Frantz Fanon, tout le monde a lu au moins un texte de lui. « Les Damnés de la terre », par exemple édité en 1961 par François Maspero. Le film adapte et adopte comme leitmotif un autre texte de Frantz Fanon « Peau noire, masques blancs » (paru au Seuil). Notez le pluriel de « masques blancs » dans le titre du livre, alors que le film le ramène à un masque blanc, ou du masque blanc. Cette lourde insistance parce que Frantz Fanon était noir, Antillais, né en Martinique. Psychiatre, méde-cin, il est le premier à se pencher sur les blessures de l'âme que produit la guerre d'Algérie, une guerre colo-niale. Il tient une sorte de journal de ses patients.

Ces feuillets constituent le centre et le cœur de son ces reuniers constituent le centre et le cœur de son ouvrage « Les Damnés de la Terre ». Il travaille en Algérie, il observe les symptômes et décrit les souffrances de tous ceux que la guerre met en face de problèmes insoupçonnés: la torture, l'électricité (la gégène) utilisée sur les parties sexuelles, pour les cas les plus terribles, mais aussi le lot des angoisses et troubles suscités par les faits de guerre. Cauchemars, souffrances physiques intolérables se muant en torture psychique. Le film est le fruit du travail de réflexion sur la négritude et les complexes du colonisé que Isaac Julien mène avec ses étudiants. Travail qu'il concrétise cinématogra-phiquement en réalisant à la fois un documentaire, ou figurent des archives inédites sur la courte carrière de Frantz Fanon comme ambassadeur de la jeune Répu-

blique algérienne en Afrique noire, et un film de fiction qui transpose en visions cinéma ces fiches de cas cliniques qui constituent le cahier central des « Damnés

C'est un film poignant qui nous saisit de sa ferveur, de son ardeur à nous faire aimer cet homme noir, Fanon, qui ne mettra jamais aucun masque blanc pour cacher ses sentiments, qui n'aura aucune peur de lancer ses observations dans la mare de la détresse humaine espérant ainsi changer la face du monde, tout en demandant que ce Tiers monde se réveille et s'unisse, au-delà de la couleur de la peau. Le film de Isaac Julien est une transposition lucide des aspirations de l'homme et du révol tionnaire Fanon. Il reproduit la toujours actuelle problématique autour du voile, qu'il explique évidemment comme une manière de lutter contre le colonisateur en utilisant la femme voilée dans la guérilla urbaine, car elle ne se fera pas fouiller. Mais il manie aussi avec bonheur des documents troublants sur la guerre d'Algérie, dont les photographies de Marc Garanger, où des femmes kabyles posent devant la caméra militaire (il s'agissait de ficher la population qui coopérait avec les « fellagahs »), de faire des identités.

Ces photographies sont uniques, car rarement on aura résisté autant tout en étant assis devant l'objectif de la caméra sans lâcher quelque chose d'intime. Un grand film! Documentaire?

(Femmes algériennes 1960, Marc Garanger, éd. Contrejour, Collection Cahier d'images)

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

samedi 5 décembre à 11 h 30: Chronique rebelle: Le mouvement des lycéens et la rentrée des classes (sociales)

samedi 5 décembre à 19 h 30 : Contre courbe: Millet, l'image du paysan dans la peinture au XIXe siècle ; Nelly Trumel, peintresse.

mercredi 9 décembre à 10 h 30: Blues en liberté: Bo Midley, chanteur de blues et pionnier du rock'n roll.

Radio libertaire condamnée

ERSAILLES. 26 NOVEMBRE 1998: La « Gardienne en chef des Prisons » s'assied sur la liberté d'expression. Pour faire taire une radio libre, rien de mieux que d'utiliser les bonnes vieilles recettes. L'interdiction d'émettre, la censure, l'autorisation préalable ou la saisie du matériel (1) ont un relent nauséabond de dictature dans notre belle « démocrature » socialiste. Madame Guigou aurait mauvais genre dans les dîners en ville au moment où des lords anglais désavouent un grand général chilien et veulent un peu de lumière sur des crimes d'État.

Mieux vaut écraser l'insolent, le non-conformiste épris de liberté et de véritable justice sous les amendes, dommages-intérets, frais de justice.

dommages-intérets, frais de justice.

Qu'on parle de ses prisons sur Radio libertaire, la Guigou ne supporte pas. Tels de vulgaires chefs de bande,
ses sbires se vengent et nous taxent: 33 000 francs
pour avoir osé lire a l'antenne une lettre de détenu
dénonçant les injustices et les traitements dont il s'estimait victime dans un milieu ou règne la loi de la jungle,
celle des matons. Dans cette zone de non-droit, comme
nous l'avons rappelé a l'audience sans être démentis par
les chats-fourrés, on punit lourdement la moindre peccadille d'un détenu tandis que le vol d'une caisse de parfum par un gardien n'est qu'un honnête prélèvement
iustifié.

La loi du milieu...

Chez les truands, c'est l'« Omerta ». Le premier qui bavarde est éliminé. Dans les prisons (et autres lieux de détention) c'est la même loi du silence. Circulez, y'a rien à voir... Pour tenter de justifier sa condamnation, le juge versaillais (2) a prétexté que Radio libertaire n'avait pas apporté la preuve du vol et ainsi diffamé un maton. Le même juge nous avait interdit toute recherche sur ce qui se passait réellement dans les ateliers et la prison de Bois d'Arcy.

Au surplus dans un milieu où le code pénal ne frappe que les prisonniers, ou la protection minime du Code du Travail leur est refusée, ce n'est pas qu'un gardien vole qui nous indigne. Cela le rendrait plutôt, si c'est pour compléter son salaire de misère, sympathique. C'est que, sûr de son impunité, fort de son autorité sans frein il dénonce et s'acharne contre un détenu qui a bien plus de raison que lui de voler puisqu'on lui vole le prix de son travail et sa liberté.

Le masque de la lustice d'État

On représente la justice avec un bandeau sur les yeux. Parlons plutôt d'un masque. Ce n'est pas la dignité d'un maton, généralement aussi peu considéré qu'un détenu, qui importe à la Guigou. D'ailleurs nous n'avons jamais pu voir, au cours des audiences, le gardien en cause, il s'agit de faire taire une radio qui dérange, de tenter de lui faire peur et de l'affaiblir.

C'est aussi la volonté de faire retomber une chape de plomb sur ces sinistres zones d'incarcération, ces tombeaux d'où ne doivent sortir aucune parole de vie et où le silence permet la violence et l'arbitraire.

le silence permet la violence et l'arbitraire.

Depuis près de 10 ans Radio libertaire, dans ses émissions consacrés aux prisons (telle « Ras Les Murs ») comme à d'autres thèmes d'actualité se bat contre le crime d'État qu'est l'enfermement d'un individu. Tout détenu est une personne en danger. Refuser son assistance à un être en danger est puni, selon la loi. Radio libertaire se bat pour atténuer les effets tragiques dectte « Non-assistance » d'État. Elle veut permettre à ceux qui sont privés de liberté de ne pas être totalement coupés du monde. Elle tente de faire un peu de lumière sur un lieu qui enveloppe son arbitraire de téablere.

Que Mme Guigou se désespère ou non... Malgré ses misérables tentatives de nous étrangler Radio libertaire continuera son combat.

Archibald Zurvan.

(1) Il y a environ 15 ans déjà le pouvoir socialiste venait sacca ger le studio de Radio libertaire, pour l'empêcher d'émettre. (2) Lire le Monde libertaire n° 1130 (3 au 9 septembre 1998)

LE DEBAT



brogation de l'article L.630 interdisant tout débat sur les droi Non à la criminalisation des usagers

FEDERATION ANARCHISTE

145 Rue Amelot 7501 I Paris

Affiche réalisée par les groupes de Lorient et Nantes de la F.A. 3 couleurs, format 40 x 60. à commander à : Groupe FA de Nantes. c/o Local, 16 rue Sanlecque, 44 000 Nantes 1.85 F l'affiche à partir de 50 exemplaires (port compris). Chèque à l'ordre de ACLN

A G E N D A

jeudi 3 décembre

VILLEURBANNE: Le groupe Lucia Saornil de la Fédération anarchiste organise une rencontre-débat de présentation de leur action sur la commune de Villeurbanne à 20 h 30 à la salle 8 du palais du travail (place Lazare Gouion).

LORIENT: conférence à l'initiative de la Fédération anarchiste sur la question des drogues avec Jean-Pierre Galland (CIRC) et Régis Balry (FA) à 20 h 30 à la cité Allende;

vendredi 4 décembre

PARIS: La lanterne noire: projection vidéo organisée par le groupe Louise Michel de la F.A. à 20 h 30 des « Dockers de liverpool » (Ken Loach) 10 rue robert planquette (18e, M° Blanche ou Abbesses).

vendredi 4 décembre

LYON: Concert avec le groupe Bistanclaque (chanson française) au Café libertaire à 20 h 30, 19 rue Pierre-Blanc (entrée par l'allée). PAF:

NANTES: Conférence à l'initiative de la Fédération anarchiste sur la question des drogues avec Jean-Pierre Galland (CIRC) et Régis Balry (FA) à 20 h 30 au Local, 16 rue Sanlecque.

samedi 5 décembre

PARIS: La société P-J Proudhon organise un colloque international dont le thème est: Quel au-delà pour la nation: mondialisme, interantionalisme, fédéralisme...? Les interventions commenceront à partir de 9 h 15: Les antécédents de l'interantionalisme; Paul Boncourt et la S.D.N.; Quelle nation pour les italiens?; La fédérations des nations comme alternative à la mondialisation; Fédéralisme et Europe des régions; Le fédéralisme, mort de l'Etat? Entrée libre et gratuite, FIAP Jean Monnet, 30 rue Cabanis, 14°.

PARIS: Le mouvement lycéen et la rentrée des classes (sociales) sera le thème du forum de la librairie du *Monde libertaire*, avec Jean-Pierre Garnier à 16 h 30, 145, rue Amelot.

mardi 8 décembre

RENNES: Le groupe La Commune de la F.A. organise une réunion-débat à 20 h 30 à la Maison du Champ de mars sur le thème: chômage, petits boulots, précarité, flexibilité, annualisation, baisse des salaires, loi Aubry... Assez! il est temps d'organiser la résistance sociale.

jeudi 10 décembre

POITIERS: Réunion publique organisée par la C.N.T. Interco de la Vienne et la Fédération anarchiste: Autogestion et socialisation: l'expérience anarcho-syndicaliste dans l'Espagne de 1936, 20h30, salle Timbaud, Maison du Peuple, rue Saint-Paul avec Franck Mintz.

vendredi 11 décembre

LYON: Spectacle chanson « L'homme qui parle » de Jean-Marc Le Bihan à 20 h 30 au Café libertaire, 19, rue Pierre Blanc, 1er (entrée par l'allée). PAF: 20 F.

samedi 12 décembre

LYON: Débat à l'initiative de l'Union locale de la F.A. sur le thème « Les religions, c'est l'oppression » à 17 heures à la librairie la Plume Noire, 19, rue Pierre Blanc, 1er (Tél: 04 72 00 94 10).

jeudi 17 décembre

LYON : Conférence à l'initiative de la Fédération anarchiste sur la question des drogues avec Jean-Pierre Galland (CIRC) et Régis Balry (FA) à 21 heures dans le cadre du Café libertaire, 19, rue Pierre Blanc, $\mathbf{1}^{er}$ (entrée par l'allée).

amis lecteurs

Il y a maintenant plus de 20 ans le Monde libertaire devenaît hebdomadaire (n° 1 hebdo sept 1977). Ce changement de périodicité correspondait à une nécessite politique, le mouvement libertaire avait besoin d'un outil adapté à son essor. Son lancement fut possible grâce à un remarquable effort de la part de ses amis et lecteurs. Ce formidable outil a plus que rempli sa fonction, notre choix stratégique s'est révélé juste. On pourrait ironiquement dire que la nécessité d'un hebdo libertaire a été parfaitement illustrée par les procès à répétition qui nous ont été intentés ces derniers mois. Faire connaître les propositions libertaires, lutter contre le fascisme et l'exploitation, propager l'idée de révolution sociale

Aujourd'hui, alors que l'ultra-libéralisme s'impose jusque dans la presse, tout est bon pour faire taire les voix discordantes. Il serait naif de s'illusionner, éditer un journal sans publicité et sans subvention reste plus que jamais une gageure. Quand on voit la crise que connaît l'Humanité (malgré les millions de subventions qui lui sont accordés dans le cadre des aides à la presse), qu'on constate la difficulté pour les proches du P.S. de réaliser Le Quotidien de la République, on imagine sans peine la difficulté pour un hebdo comme le nôtre de simplement subsister.

hebdo comme le nôtre de simplement subsister. L'administration, dont le rôle est d'assurer la sortie du journal chaque semaine d'un point de vue financier et technique, a été confrontée à des problèmes financiers de plus en plus importants. Tous les efforts en vue d'équilibrer recettes et dépenses ont été réalisés ces dernières années. Un exemple pour illustrer la situation à laquelle nous devons faire face: l'envolée du prix du papier nous a porté un rude coup. Elle a été suivie par une modification tarifaire de la diffusion par les N.M.P.P., il y a deux ans, sous la pression de grands groupes de presse. Cela s'est traduit par une perte de plus de 20 % de nos recettes en kiosque. Dans la foulée, la privatisation de la Poste a engendré une augmentation du routage de 200 % en deux ans.

Une nouvelle hausse du routage interviendra en 1999. Il nous faut intégrer dans la gestion du Monde libertaire des paramètres que nous ne maîtrisons pas. Nous avons retardé le plus possible la décision d'augmenter le prix de vente de notre hebdomadaire (qui n'avait pas bougé depuis 1977). Cette décision est aujourd'hui impérative, au risque de le condamner à disparaître. Les compagnons ayant en charge la gestion du Monde libertaire, après en avoir débattu, ont proposé certaines mesures applicables au ler janvier 1999. Nous avons tenu compte pour décider de ces mesures, de l'existence d'un nombre croissant de lecteurs ayant une situation économique précaire. Le prix de vente au numéro reste de 10 F L'abonnement coûte désormais 350 F (un coût inférieur de 100 F par rapport au prix de vente au numéro), l'abonnement de soutien passe à 400 F. Les détenus et les chômeurs bénéficient toujours d'une tarification à 50%. L'abonnement par prélèvement automatique reste fixé respectivement à 400 F (soutien) ou

Nous avons cependant conscience que l'augmentation seule du prix de vente du Monde libertaire n'est pas suffisante. L'administration entend dans les mois à venir engager une campagne de développement de notre titre sur les ventes à la criée, en kiosque et par abonnement. Dans cette optique nous allons prochainement tenter de diffuser le Monde libertaire sur la Belgique voire sur la Suisse francophone. À un moment difficile pour la vie de notre journal, nous comptons sur votre compréhension et sur votre soutien.

320 F (normal). Le prix de l'abonnement à l'étranger

F. Page

Modification bulletin abonnement à partir du n° du 7 janvier

3 mois 13 n° 105 F

6 mois 25 n° 195 l 1 an 45 n° 350 F

abonnement soutien 400 F pas de modifications abonne ment sous pli fermé, étranger, prélèvement.